

D. DIAGRE-VANDERPELEN, *Le Jardin botanique de Bruxelles (1826-1912), miroir de la Belgique... enfant de l'Afrique*, Université Libre de Bruxelles, 2006, promoteur: Prof. Dr. J.-J. Heirwegh; copromoteurs: Prof. Dr. Cl. Billen, Prof. Dr. H. Elkhadem

Le jardin botanique de Bruxelles vaut-il une thèse? Telle fut la glaçante question qui ne cessa de nous tarauder durant une bonne partie de nos travaux.

Les quelques pages qu'Els Witte avait consacrées à sa première phase d'existence (1826-1870)¹, un ouvrage paru au début des années nonante (surtout axé sur la question architecturale et artistique)², et la quasi-inexistence de travaux en profondeur sur ce type d'institution scientifique, ne présageaient rien de bon, en effet.

Et pourtant, la masse impressionnante des archives conservées au Jardin Botanique National de Belgique (aujourd'hui à Meise), celle des fonds connectés au sujet détenus dans d'autres institutions (A.G.R., A.V.B., Ministère des Affaires étrangères etc.), l'attention que les Royal Botanic Gardens de Kew portent à leur prestigieux passé, à l'instar du Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris, d'ailleurs, auraient pu nous rasséréner.³

En vérité, et plus généralement, on l'a souvent dit, l'histoire des sciences en Belgique vit surtout de l'activité de quelques individus hors normes, et semble encore susciter trop peu de vocations, à ce jour en tout cas. D'où des lacunes à peine croyables, dont, précisément la friche que nous avons choisi de labourer. Notons que le constat précédent est également applicable à bien d'autres pays. Ainsi, pour ce qui concerne notre thème, un réseau officieux, ancré aux États-Unis et en Angleterre, a vu le jour, qui brûle de porter sur la place publique ce fait étrange: le jardin botanique en tant qu'outil n'a jamais

¹ Witte (E.), *Le Jardin botanique de la S.A. "Société Royale d'Horticulture des Pays-Bas" (1826-1870)* in: J. Balis, E. Witte & R. Tournay (eds.), *Histoire des Jardins botaniques de Bruxelles*, Bruxelles, Crédit Communal de Belgique, 1970, pp. 7-19.

² *Le botanique de 1829 à nos jours*, CFC Editions/Les Eperonniers/La Lettre vole, Bruxelles, 1993.

³ Un ouvrage en témoigne à suffisance: Desmond (R.), *The History of the Royal Botanic Gardens Kew*, The Harvil Press & The Royal Botanic Gardens, Kew, Londres, 1995.

encore fait l'objet d'une réflexion complète et en profondeur. Tout se passe comme si les quelques mots que l'historiographie classique leur avait consacrés devaient suffire à vider la question de l'existence, de l'efflorescence et de la propagation de ce lieu de science à l'échelle mondiale, en quelques siècles... alors que, assez étrangement, en revanche, les biographies de Linné, des Jussieu, de Candolle, Engler et d'autres grands noms de la *scientia amabilis* ne manquent pas. Or, tous ont dirigé – ou au moins occupé des postes importants dans... – des jardins botaniques, un constat qui aurait dû pousser à une interrogation plus appuyée sur cet objet précis.

Certes, objectera-t-on, les ouvrages, plaquettes, dépliants ou autres, sur les jardins survivant encore dans les villes du monde ne manquent pas, mais rares sont les pages qui sont allées au-delà de l'évocation rapide (fût-elle luxueusement présentée) à usage plutôt touristique ou destinée à un public un peu plus éclairé.

En un mot comme en cent, et grâce à une forme de déni historiographique qui les frappe, les jardins botaniques, comme d'autres institutions scientifiques d'ailleurs, restent souvent des sujets d'études ouverts, et parfaitement justifiés – globalement ou individuellement –, non seulement parce qu'on peut y sentir battre le pouls des mondes et des sociétés qui les ont enfantés, des villes qui les ont créés, mais encore celui des querelles scientifiques, patriotiques, et des ego, entre autres choses.

Voilà le sujet et le titre de l'étude sommairement justifiés, et voilà aussi qui permet d'enchaîner sur une caractéristique de notre doctorat: sa longueur.

Il est long, "à l'ancienne", a-t-on dit, parce qu'il n'a pas voulu faire l'impasse sur les coulisses de l'institution et serrer ses énormes d'archives au plus près. La science, en effet, c'est d'abord les hommes qui la font – pardon pour le poncif –, avec leurs drames, leurs vices, leurs vertus, leurs coups bas, leur mauvaise foi et leur grandeur. Le passé d'une institution est partiellement fait de ces "petits événements" qu'on aimerait parfois mépriser, mais qui feraient perdre beaucoup en intelligence des faits et de leurs conséquences si on ne les prenait pas en compte. Des exemples: Si Cuvier retint bien, personnellement et avec l'aide de sa puissance administrative et de son réseau, la percée du transformisme en France, pareillement, que se serait-il passé en Belgique si Barthélémy Dumortier n'avait pas défendu bec et ongles la nécessité de créer un jardin botanique d'État dans les assemblées législatives: Comment aurait évolué l'œuvre rhodologique de Crépin, et son directorat, s'il n'avait pas dû faire face à un jeune scientifique étranger, mieux formé que lui, et praticien d'une discipline moderne susceptible d'invalider une partie des monacales recherches du Belge. On pourrait multiplier le nombre des "anecdotes" de ce genre, qui rompent avec le sempiternel schéma – trop lisse et mille fois

dénoncé – des grandes révolutions et des grandes percées scientifiques dues à de grands hommes mus par de grandes idées et de nobles sentiments. Il nous a donc fallu passer par l'endoscopie de l'institution, égratigner quelques biographies complaisantes, quitte à paraître exagérément pointilleux et critique, mais c'était bien un ordre intimé par les sources, plutôt qu'un choix méthodologique préalable.

Ce doctorat est long, aussi, parce qu'il ne pouvait s'appuyer que sur peu de travaux de synthèse, mais bénéficiait en revanche d'une masse colossale d'archives quasiment vierges (Archives de la Société Royale d'Horticulture, Archives du Jardin botanique, Archives de la Fédération des Sociétés d'Horticulture de Belgique, etc.), et de sources imprimées en quantités considérables (les revues scientifiques et horticoles, belges et étrangères, les publications des botanistes du jardin, etc.).

En effet, le passé de la botanique belge elle-même, malgré les méritoires travaux du regretté A. Lawalrée, n'a encore fait l'objet que de simples flirts, et son intimité demeure fort peu approchée par les professionnels de l'histoire. De plus, comme évoqué ci-dessus, la biographie de scientifique complaisante, rédigée par les pairs (souvent successeurs, disciples, amis), demeure un champ de récifs pour l'esprit critique des historiens de métier. Avant d'oser une réflexion plus synthétique en ces domaines, un lourd travail analytique – tendant vers la micro-histoire, voire la psycho-histoire, parfois – devait donc être patiemment accompli.

Ensuite, il fallut tenter de situer le jardin botanique à la fois dans le concert de la science nationale, et dans celui de la science internationale. Y fut-il brillant soliste, ou simple fifre?

Finalement, nous avons voulu identifier l'ensemble des "pressions environnementales" qui modelèrent les formes que cette institution prendrait au cours du temps. Parmi ces forces, citons les questions politiques et philosophiques nationales, économiques aussi, la concurrence avec les universités et entre les universités, le contexte scientifique international etc.

Passons aux faits.

1. LE JARDIN BOTANIQUE DE LA SOCIÉTÉ ROYALE D'HORTICULTURE, UN MONSTRE À PRONOSTIC FATAL?

Comment ne pas rester coi devant cette bizarrerie – à nos yeux contemporains, du moins – que constitue la création d'une institution scientifique sur

un socle de société anonyme? Comment ne pas s'étonner derechef à l'évocation de son inspiration vraisemblable: le Jardin des Plantes du Muséum d'Histoire Naturelle de Paris, pourtant un modèle de structure nationale et centralisée, ne devant son existence qu'à des fonds publics?

En vérité, c'est à un vétéran de la Grande Armée, un ancien de la prestigieuse École Polytechnique, un Français réfugié à Bruxelles après la chute de l'Aigle, que le jardin botanique de Bruxelles dut d'être conçu. Il le fut sur les cendres d'un jardin préexistant, mais mal en point, une structure pédagogique liée à l'École centrale du Département de la Dyle, passée sous gestion communale à la suppression de cette dernière. Les coûts d'entretien en devenant lourds pour la régence de Bruxelles – une expérience que les administrateurs de la société oublieraient, malheureusement pour eux –, la nécessité pour un état et une grande ville modernes de posséder un jardin botanique, l'allant plein d'optimisme de la bourgeoisie devant les responsabilités que son utopie libérale lui confiait (assurer le bien public par l'entreprise privée), tout en somme concourait à ce que Guillaume d'Orange autorise la création de la société anonyme *Société Royale d'Horticulture des Pays-Bas*, en 1826.⁴ De la sorte, le Royaume de Hollande se dotait à moindres frais d'un indispensable symbole de modernité, qui serait aussi un lieu d'expérimentation agronomique et industrielle. La Ville de Bruxelles, pour sa part, jouissait désormais d'un lieu de promenade saine et intelligente, d'un outil pédagogique pour les étudiants, grâce à la bienveillante participation de ses bourgeois. Eux, en quête de respectabilité, convaincus du caractère philanthropique de leur prise de parts dans l'affaire, démontraient leur patriotisme, la noblesse des sentiments qui les habitaient, leur intérêt pour les angoisses du temps (la disette, notamment), pour la découverte de nouvelles matières favorables au développement de l'industrie... et exposaient leur réelle passion – comme le montre le nombre effarant de serres dispendieuses que nos régions comptaient – pour la nature (surtout exotique), expression tangible du génie divin. Observer la vie, dans cette configuration psychologique, était devenu autant un signe de richesse intérieure, qu'un signe extérieur de richesse.

En somme, un esprit porté sur la science et une foi en son potentiel créateur de progrès, une classe sociale désinhibée et animée d'un confiant esprit d'entreprise, une méthode moderne (la société anonyme), un souverain adjuvant, l'idée d'un scientifique immigré nourri des idées centralisatrices de son pays d'origine, les fiertés nationale et locale, les craintes du temps, aussi,

⁴. Notons qu'elle fut l'une des premières sociétés anonymes du Royaume des Pays-Bas.

tout se donnait rendez-vous à Bruxelles pour assurer la réussite du projet. Il échoua.

Cet échec était presque prévisible, malgré le lancement réussi de l'entreprise et les subventions annuelles de la Régence de Bruxelles et de l'État.

En effet, la révolution de 1830 marqua les serres et les autres bâtiments à la mitraille, les années de crise qui suivirent plombèrent le commerce des plantes, vital pour la société, quand ce n'était pas l'orangisme des quelques fondateurs du jardin qui était stigmatisé, et les subventions promises retenues et menacées, de ce fait. Sans l'intervention personnelle de Léopold 1er, il est possible que les ministres de l'intérieur eussent laissé le jardin faner et mourir. Ce dernier, pour sa part, cherchait tous les moyens d'assurer sa survie, se transformant bientôt en jardinerie par actions, provoquant au passage l'ire des horticulteurs locaux, puis belges, fâchés d'une concurrence commerciale menée par une entreprise subventionnée. De science au jardin, il n'était plus guère question, du coup, et c'est alors qu'il se lança sur une pente qu'il ne quitterait jamais, même si elle avait été originellement prévue par sa nature: celle de l'âpreté au gain.

Si la construction de la Gare du Nord amputa bientôt le Jardin botanique, certes, elle lui donna aussi les ressources pour éteindre ses dettes colossales et pour faire taire les actionnaires qui envisageaient la dissolution de la société, ulcérés par le mépris que l'État affichait pour le sacrifice de leurs fortunes personnelles à la survie d'une institution "nationale". Elle permit également de frapper à la porte des ministres avec un projet désormais plus viable, et de leur arracher un doublement de la subvention annuelle, contre la perte du droit de dissolution libre de la société (1841), il est vrai. À cette époque, les actionnaires défendaient encore l'esprit "désintéressé" (sic) des fondateurs, et cette étrange convention fut donc approuvée, nonobstant l'inféodation qu'elle portait en elle. Le chemin de fer, cette fois, avait sauvé le jardin botanique de Bruxelles.

Avec leurs nouveaux moyens, les administrateurs se lancèrent dans une politique de grands travaux, feignant souvent d'honorer leurs devoirs à l'égard de la science et du bien-être public, et veillant surtout à se doter des infrastructures susceptibles de procurer des revenus à la société anonyme.

Outre un musée botanique supposé éclairer les savants et les studieux sur les richesses que le règne végétal pouvait procurer à la société, à côté de très beaux et onéreux aquariums de mer et d'eau douce – uniques sur le continent, et copiés sur ceux qu'on avait construits en Angleterre – voués à la vulgarisation scientifique, et à côté de quelques essais d'acclimatation de plantes (et même du ver à soie) destinés à justifier les subventions publiques, le Conseil d'administration porta davantage son attention sur la beauté du site et sur la

construction d'une salle des fêtes qui accueillerait une suite ininterrompue de bals, concerts, expositions et autres événements indispensables à la vie des élites locales et nationales. L'air de rien, tout en exploitant la "curiosité-spectacle" avec ses animaux et plantes péchés sur la côte belge, et avec un élevage de Salmonidés dans un ruisseau creusé à cet effet, le Jardin botanique démontrait de la sorte qu'il avait bien compris la place qu'il occupait dans la capitale de ce nouvel état qui brûlait de prouver sa légitimité aux yeux de voisins européens, parfois dubitatifs. Le Jardin botanique de Bruxelles serait donc prioritairement beau et accueillant à la trépidante vie culturelle et sociale de la capitale. Il n'avait d'ailleurs tissé aucun lien solide avec l'université locale, au contraire des concurrents liégeois, gantois et louvanistes, véritables outils pédagogiques dans les mains des professeurs de botanique de leur ville. Un fait qui en dit long.

Quoique Barthélémy Dumortier eût été nommé commissaire du Gouvernement près le jardin botanique en 1837, quoiqu'il eût insisté plusieurs fois sur la nécessité d'y embaucher un directeur scientifique, quoi qu'on le fit un jour (mais Henri Galeotti dut alors bien assurer le Conseil d'administration que sa science servirait le commerce de la société), on ne sortit jamais vraiment des rails sur lesquels les difficultés financières avaient lancé l'entreprise. Pire, on en oublia le prévisible: les blessures de l'âge.

Dès le début des années soixante, elles commencèrent à se faire sentir. S'aggravant bientôt, elles suscitèrent des devis effrayants, auxquels la société anonyme n'aurait jamais pu faire face. Alors qu'elle pensait maladroitement ses plaies, c'était la Ville de Bruxelles elle-même qui décidait de payer des frais cosmétiques au site, en bâtissant des murs de soutènement, des balustrades, une entrée monumentale sur le Boulevard Botanique.

Le doublement du subside de la régence, en 1865, – une forme d'acharnement thérapeutique – s'accompagna du devoir d'ouvrir le jardin gratuitement et quotidiennement au public, d'embaucher un directeur scientifique de renom, et de mettre les locaux à disposition des fêtes bruxelloises. Un accord qui parle sans détour des forces et des faiblesses du jardin.

Rien ne devait changer durablement, cependant, et on s'achemina vers la reprise du jardin botanique par l'État – la Ville n'ayant pas les moyens de l'acheter elle-même – grâce au lobbying et aux plaidoiries de Dumortier. La somme versée aux actionnaires par l'État était ridicule au regard de la valeur du site, cependant, fait qui témoigne de la persistance d'une courte majorité d'hommes dont les intérêts dépassaient la simple question de l'enrichissement personnel.

À l'été 1870, donc, la Belgique devenait propriétaire d'une coquille apte à recevoir une institution scientifique d'état. La création bancaire de feu la

Société Royale d'Horticulture, vaine tentative de pratiquer la science sur une base commerciale, avait vécu. On se tromperait à croire, cependant, que le passage sous l'autorité nationale allait nécessairement ouvrir sur des lendemains qui chantent.

2. UN JARDIN BOTANIQUE SOUS HAUTES PRESSIONS

Cette nouvelle institution, sous l'influence de Dumortier, se donna cette fois pour modèle les célèbres Royal Botanic Gardens Kew, le plus grand centre mondial en matière de taxonomie. Mais il y avait un risque à choisir cette discipline, car ces années consacraient la toute puissance de la physiologie, de l'anatomie et du laboratoire (leur outil), et affichaient déjà un dédain certain pour les collecteurs "de foin" (sic), les floristes-taxonomistes, morphologistes, grands amasseurs d'herbiers.

Alors que Kew allait bientôt se doter de son laboratoire (1875), Dumortier, lui, ne songeait encore qu'à créer un grand herbier bruxellois. C'est la raison pour laquelle il en fit acheter un très précieux – celui du munichois F. von Martius, relatif aux plantes brésiliennes – et lança l'institution dans l'acquisition de ce type de collection tout azimut.

Diverses péripéties rythmèrent ces premières années de la vie du jardin, allant jusqu'à en menacer l'existence, lorsque F. Crépin en prit la direction, en 1876.

Commencèrent alors des années de déploiement scientifique, certes, mais surtout basé sur des stratégies qui palliaient un sous-financement chronique.

Ainsi hébergeait-on des sociétés scientifiques au jardin, qui amenaient leurs propres collections et offraient leurs revues aux plumes des hommes de l'institution (l'intrication avec le Société Royale de Botanique de Belgique fut essentielle pour le jardin). Ou encore, on y logea le laboratoire de botanique du professeur Léo Errera dans deux chambres, car cette installation moderne était sans cesse refusée par les ministres. C'est à cette occasion que l'on comprit clairement que les ministres de l'Agriculture – catholiques dès la création de ce ministère (1884), et jusqu'à la Première Guerre sans discontinuer – voyaient d'un très mauvais œil les liens trop étroits qui unissaient maintenant la Ville de Bruxelles, son université – bastions libéraux et maçonniques – et le jardin botanique.

Ce dernier serait désormais appelé à servir les desseins du catholicisme politique, dont la *reconquista* du monde rural faisait partie. Chasser les

maçons, chasser les libéraux, chasser Errera, célèbre professeur de l'université bruxelloise, matérialiste, évolutionniste, devinrent alors des objectifs clairs. Quand on ne pouvait faire mieux, on s'arrangea pour injecter des catholiques dans le Conseil de surveillance, tout en lançant le jardin dans des activités de vulgarisation scientifique, méprisées des botanistes, assurant la visibilité publique des ministres (conférences horticoles, musée forestier, production de plantes décoratives etc.).

Mal aimé, moins financé que ses confrères du ministère (tel que le Musée d'Histoire Naturelle) ou de l'étranger, le jardin aurait tristement décliné sans l'aide intéressée d'un homme. C'est la passion coloniale de Léopold II qui le sauva.

Le roi avait, en effet, un urgent besoin d'expertise scientifique, de conseils agronomiques aussi, pour remplir des caisses que son projet personnel en Afrique avait vidées. De plus, comme le monde critiquait les méthodes d'exploitation appliquées dans l'État Indépendant du Congo, il y avait nécessité aussi de démontrer le caractère civilisateur de son œuvre, par la publication de milliers de pages scientifiques, notamment.

Le Jardin botanique de l'État belge fut donc embauché par le souverain de l'État Indépendant du Congo – mais nous n'avons pas retrouvé de contrat officiel à ce sujet – pour inventorier, décrire et étudier la flore de cet immense territoire inconnu, et pour le conseiller dans les choix de plantes industrielles à y cultiver en priorité. Les végétaux collectés en Afrique constituèrent ainsi un herbier colossal, encore renommé aujourd'hui, prêté au jardin de Bruxelles par un état étranger. La gloire scientifique du jardin viendrait de là, son affirmation en tant que centre taxonomique de premier plan aussi, la qualité de ses chercheurs – surtout E. De Wildeman et Th. Durand, à cette époque – pas moins. Une aubaine – basée sur une monstruosité administrative, cependant – qui assura à l'institution la protection du roi contre la malveillance ministérielle.

3. CHOISIR SA VOIE

Théophile Durand succéda à François Crépin en 1902, et lança une grande réforme de l'institution, voulue et soutenue par le roi. Les ministres belges débloquent alors des fonds, certes, mais bien des promesses ne seraient jamais honorées, cependant.

Deux points cruciaux: d'abord, cet *impetus* devait théoriquement projeter le jardin botanique dans la modernité scientifique; ensuite, il y créait une section coloniale... alors que la Belgique n'avait même pas de colonie.

Ainsi, on se dota d'une école éthologique, d'une école phylogénique – l'évolutionnisme entraînait au jardin –, de terrains expérimentaux (sur place, et ailleurs en Belgique), d'un *Bulletin du Jardin botanique* de l'État (1906), de serres plus modernes et attrayantes. On espéra même disposer d'un laboratoire qui remplacerait celui qu'Errera avait dû déménager du site à cause des mauvaises dispositions catholiques à son égard. Derrière ce train de réformes porteuses se cachait le conservateur de la nouvelle section coloniale, Jean Massart, fils spirituel d'Errera, matérialiste comme lui, progressiste, issu de l'Université de Bruxelles, y enseignant aussi, dénoncé comme franc-maçon, mais surtout physiologiste expert, rompu aux techniques horticoles et connaissant bien la flore exotique à la suite de plusieurs longs périple. Un candidat idéal pour Léopold II, mais sentant le soufre pour ses ministres catholiques.

En outre, pour agréer ces derniers, le jardin se jeta dans l'étude des forêts, un thème que leur surexploitation et les coûts des importations de bois étranger rendaient utile à la politique du parti conservateur.

Pour parfaire son blindage, grâce à la plume de jardiniers très actifs ou à des connexions personnelles heureuses, le jardin botanique assura sa présence permanente dans la presse horticole nationale. L'horticulture, une industrie nationale prospère, intéressait en effet beaucoup le monde catholique, que l'ouverture plus grande des urnes (à partir de 1893-1894) avait rendu encore plus attentif aux effets visibles de son action politique.

Théophile Durand ne cessa de jouer de cette faiblesse du pouvoir, et de la réputation internationale menacée de son jardin, pour tirer quelques moyens financiers propres à en favoriser le développement moderne. Mais la mauvaise volonté des ministres, déjà mentionnée, trouva un allié de taille dans un grand projet pour Bruxelles.

Une seconde fois, le chemin de fer était convoqué pour jouer un rôle dans la vie du jardin botanique: les travaux colossaux destinés à connecter les gares du Nord et du Midi furent régulièrement brandis devant le directeur qui quémandait quelques moyens supplémentaires. Allaient-on faire de grands frais alors que l'éventration du site allait exiger le déplacement du jardin hors de la capitale? Pour les ministres, la réponse tombait sous le sens, et pour le jardin, il ne restait plus dès lors qu'à entreprendre quelques rapides travaux cosmétiques afin de recevoir sans trop de honte la crème de la science lors du Congrès International de Botanique de Bruxelles, en 1910.

La réforme, finalement, ne tint pas ses promesses: Massart avait quitté l'institution, ulcéré par le manque de moyens et l'inconfort; des membres influents du Conseil, grands défenseurs du jardin, étaient morts (O. de Kerchove de Denterghem, L. Errera, G. Montefiore-Lévi); les terrains expérimentaux de Massart étaient progressivement abandonnés... Pire: le Conseil de surveillance, dans lequel les ministres avaient décidé d'injecter les professeurs de toutes les universités belges – autant pour y assurer leur juste représentation dans une institution nationale, que pour y contrebalancer l'influence des libéraux et de l'université de Bruxelles, dénoncée jusque dans la presse et à la Chambre –, fondit de nouveaux règlements qui interdisaient toute autre activité scientifique au jardin que la taxonomie (1907-1909). Par cette décision – contre laquelle seul Massart (entré au Conseil après avoir quitté son poste de conservateur) lutta –, fut le fait des botanistes représentants les intérêts des autres universités. Elle faisait du Jardin botanique de l'État un centre simplement destiné à entretenir des collections parfaitement classées, éventuellement utiles à des projets de recherches tissés ailleurs.

Lorsque Théophile Durand mourut, en 1912, le Jardin botanique de l'État ne comptait donc plus les archaïsmes techniques qui l'entravaient, pâtissait d'un manque de personnel scientifique criant, ne pouvait plus espérer aborder les grandes voies de la botanique moderne (physiologie, anatomie, génétique, entre autres) et attendait qu'on le chasse de la capitale polluée et envahissante, vers un site plus propice. On ne choisirait Meise que peu avant 1940, et le déménagement complet ne serait accompli qu'au début des années septante. Nonobstant, la force de travail de ses hommes, appliquée au fonds botanique extraordinaire que lui prêtait l'État Indépendant, puis le Ministère du Congo, assurait son rayonnement international. La science coloniale, comme pour le Muséum de Paris, serait une bouée de sauvetage qui légitimerait encore le travail taxonomique, puis l'étude de la géographie botanique, dans un paysage scientifique où la division du travail semblait avoir réservé le meilleur aux universités.

L'avenir, avec sa grande préoccupation écologique, donnerait un nouveau souffle à ces grandes banques de données botaniques, devenues fondamentales dans les enquêtes inquiètes sur la biodiversité menacée. Aussi, n'est-il pas injustifié d'affirmer que le Jardin botanique national de Belgique fut – et reste encore – un enfant de l'Afrique. Finalement, il est tout aussi pertinent de dire qu'il fut un miroir de la Belgique, où se reflétèrent ses angoisses, ses luttes, ses opportunités ou malheurs, et les esprits qui en émaillèrent l'histoire.

Denis Diagre-Vanderpelen